

Jean Jaurès, un géant trop grand pour eux

Qu'aurait fait Jean Jaurès, s'il n'avait pas croisé le chemin de Raoul Villain, le 31 juillet 1914 ? Depuis 94 ans, la question hante historiens et militants. Les faits sont connus : Jean Jaurès, en 1914, vient d'être réélu député du Tarn. Directeur de *l'Humanité* qu'il a fondé en 1904, il est la principale figure de la SFIO, le Parti Socialiste français unifié depuis 1905.

Au sein de la II^e Internationale, Jaurès fait figure de modéré. Lénine se méfie de ce républicain, admirateur de Michelet et de la Révolution française, élu député du Tarn en 1885 à l'âge de 25 ans et qui est devenu socialiste à l'occasion de la grande grève des mineurs de Carmaux en 1892.

Personne ne peut savoir avec certitude quelle aurait été l'attitude de Jaurès s'il n'avait pas été assassiné au Café du Croissant.

Jaurès qui a depuis longtemps une dimension internationale va, les dix dernières années de sa vie, lutter contre la guerre. Il est obsédé par les menaces contre la paix, surtout pendant les guerres balkaniques en 1912-1913. Il a rédigé en 1910 une importante proposition de loi consacrée à l'armée nouvelle dans laquelle il préconise une organisation de la *Défense nationale* fondée sur la préparation militaire de l'ensemble de la Nation. Il mène une vigoureuse campagne contre la loi des Trois Ans de service militaire, défendue ardemment par le député Émile Driant, et votée en 1913 : c'est le rassemblement du Pré-Saint-Gervais le 25 mai 1913, qui réunit 150 000 personnes.

1914 semble apporter de nouvelles raisons d'espérer : la guerre dans les Balkans est finie, les élections en France sont un succès pour les socialistes. Mais les événements se précipitent. L'assassinat de l'archiduc François Ferdinand à Sarajevo le 28 juin 1914 n'est ressenti comme un événement dramatique qu'avec l'ultimatum autrichien à la Serbie du 23 juillet 1914. Jaurès tente d'infléchir dans un sens favorable à la paix la politique gouvernementale.

Jaurès est pacifiste mais pas antimilitariste à la manière de Gustave Hervé qui prône le défaitisme révolutionnaire dans les colonnes de la Guerre Sociale avant de se faire le chantre du bellicisme.

A partir du 23 juillet, Jean Jaurès, en liaison avec le Bureau Socialiste International et la direction du SPD allemand tente de convaincre les syndicats français et allemands appuyés par la SFIO et le SPD d'appeler à la grève générale, pour empêcher la guerre d'éclater. Le 29 juillet, Jaurès est follement acclamé au Cirque Royal devant des milliers de militants socialistes.

Ses efforts restent vains et il est probable qu'en cas d'échec, Jaurès aurait fini par se rallier à la défense nationale. Personne ne peut en être absolument certain.

94 ans après sa mort, on n'a jamais autant parlé de Jean Jaurès. Sous la plume d'Henri Guaino, qui a rédigé les principaux discours de Nicolas Sarkozy, Jean Jaurès a

été annexé par le candidat de l'UMP durant la campagne présidentielle de 2007 comme figure d'un socialisme libéral et modéré.

Lorsqu'il était invoqué par Ségolène Royal et ses héritiers présomptifs du Parti Socialiste, dont on a parfois l'impression qu'ils font de la politique pour plaire à Jacques Julliard et Laurent Joffrin, c'est là aussi au titre de précurseur d'un socialisme libéral débarrassé de ses oripeaux marxistes, au grand désespoir de nombreux militants socialistes qui ont les valeurs de gauche chevillées au corps et au mépris de toute vérité historique.

Mais écoutez plutôt Nicolas Sarkozy, qui a usé et abusé dans ses discours de la référence à Jean Jaurès. Ecoutez-le, c'était le 12 avril 2007, dans un meeting à Toulouse :

« La gauche d'aujourd'hui n'a plus grande chose à voir avec la gauche de Jaurès. [...] La gauche française n'est plus réformatrice, elle est conservatrice, immobile et statufiée. Jaurès disait : le courage, c'est de choisir un métier et de bien le faire, quel qu'il soit. Pour Jaurès, le travail était une valeur. La gauche d'aujourd'hui n'aime pas le travail. La preuve, c'est qu'elle empêche ceux qui veulent travailler plus pour gagner davantage de pouvoir le faire. [...] La gauche a beau hurler quand je cite Jaurès que c'est une captation d'héritage et a beau se proclamer l'héritière de tous les damnés de la terre, elle n'a rien, plus rien de commun avec la gauche de Jaurès et de Blum. [...] Laissez dormir Jaurès et Blum, ils sont trop grands pour vous. [...] Je me sens l'héritier de Jaurès ».

En face, les dirigeants du Parti Socialiste aimeraient nous faire croire que leurs aïeux étaient aussi à droite qu'eux. Du coup, ils métamorphosent Jean Jaurès et Léon Blum en gentils modérés qui se seraient toujours opposés à des extrémistes patibulaires.

94 ans après la mort de Jaurès, un 31 juillet 1914, relisons ce que disait le député du Tarn et le fondateur de l'Humanité lors d'une conférence donnée à Lille le 26 novembre 1900 :

« D'abord, et à la racine même de la lutte des classes, il y a une constatation de fait, c'est que le système capitaliste, le système de la propriété privée des moyens de production, divise les hommes en deux catégories, divise les intérêts en deux vastes groupes, nécessairement et violemment opposés. Il y a, d'un côté, ceux qui détiennent les moyens de production et qui peuvent ainsi faire la loi aux autres, mais il y a de l'autre côté ceux qui, n'ayant, ne possédant que leur force de travail et ne pouvant l'utiliser que par les moyens de production détenus précisément par la classe capitaliste, sont à la discrétion de cette classe capitaliste. »

Quand il tient ces propos, en 1900, Jaurès ne craint pas qu'on lui rétorque que les choses sont plus « complexes ». *« Nous savons très bien, assène-t-il, que la société capitaliste est la terre de l'iniquité et que nous ne sortirons de l'iniquité qu'en sortant du capitalisme. »*

Un siècle plus tard, François Hollande, Dominique Strauss-Kahn et Manuel Valls ont légèrement nuancé cette position : pressés de « faire leur Bad Godesberg » comme

les y incite Laurent Joffrin, les socialistes ont cru bon de préciser dans leur nouvelle déclaration de principe qu'ils « *acceptent l'économie de marché* ». Mais c'en est encore trop pour les éditorialistes de marché qui pressent le PS d'aller plus loin dans le reniement. Au nom de Jaurès ?

A l'heure où le PS et le PC, les deux partis frères issus du congrès de Tours préparent leurs congrès respectifs, relisons la déclaration de principes de la SFIO, après le compromis de 1905 entre Jaurès et Guesde.

Il y est dit que le Parti Socialiste Unifié, SFIO, est « *fondé sur les principes suivants : entente et organisation internationale des travailleurs, organisation politique et économique du prolétariat en parti de classe pour la conquête du pouvoir et la socialisation des moyens de production et d'échange, c'est-à-dire la transformation de la société capitaliste en une société collectiviste ou communiste* ».

Parti « *de lutte de classe et de révolution* », il « *n'est pas un parti de réforme* », même s'il poursuit « *la réalisation de réformes immédiates revendiquées par la classe ouvrière* ».

On se demande parfois, y compris jusque dans les rangs du Parti Communiste comment moderniser nos partis sans nous renier. Et si tout avait été dit dans ce texte de 1905 ?

94 ans après la mort de Jaurès, les Etats-Unis, véritable « Empire de la guerre permanente » mènent une politique impérialiste et néocoloniale à laquelle participent la France et les pays de l'OTAN.

La classe ouvrière n'a pas disparu. Comme en 1914, des millions de salariés sont exploités. A l'heure de la mondialisation néolibérale, le capitalisme se traduit par toujours plus d'injustices, toujours plus d'inégalités.

Je lisais récemment, dans un article paru le 31 juillet dans *Le Monde* sur l'échec des négociations de l'OMC une petite phrase qui se passe de commentaires : « *Frappés par la crise, 150 000 paysans indiens se seraient suicidés entre 1997 et 2005 selon l'ONG ActionAid* ». Dans le même numéro du journal, le travailliste Peter Mandelson, adulé par tous les prescripteurs d'opinion qui invitent le PS à se droitiser se désolait pour les « *opportunités d'affaires perdues* ».

Face à la gauche de Peter Mandelson, de Laurent Joffrin et de Ségolène Royal, et si la gauche redécouvrait Jaurès ?